

ment ne possède que très peu de terres arables situées dans un rayon de quinze à vingt milles d'un chemin de fer, et, cependant, il y a, dans l'Ouest, plus de 22,000,000 d'acres de terre inoccupée et inculte, situés dans un rayon de quinze à vingt milles des chemins de fer, mais n'appartenant plus à la Couronne. Ceci comprend les terrains du Canadien-Pacifique et ceux de la compagnie de la Baie d'Hudson. Par quel moyen peut-on inciter ces compagnies à recevoir le colon et à lui offrir à un prix raisonnable le terrain qui est ainsi vacant? Voilà un des problèmes les plus intéressants et les plus absorbants auxquels le Gouvernement ait à faire face. Il faudra, je crois, que nous nous adressions aux provinces de l'Est aussi bien qu'à celles de l'Ouest et que nous leur demandions de rivaliser de générosité en offrant au colon les conditions les plus avantageuses possibles. Il nous faut des colons si nous voulons résoudre le problème de nos chemins de fer aussi bien que celui de nos finances et dans la propagande qui sera entreprise dans le but d'attirer des colons sur nos terres, j'espère que chaque province montrera une grande émulation en leur offrant les meilleures conditions possibles.

Mon honorable ami, (l'honorable sir James Loughheed), a parlé longuement du passé et des causes qui ont amené la défaite du gouvernement le 6 décembre dernier. Je n'avais pas l'intention de toucher ces sujets ni de jeter un regard en arrière. Il me semblait que dorénavant, nous devons nous appliquer à résoudre les problèmes très importants du présent et de l'avenir. Je ne dirai qu'un mot en réponse aux demandes de l'honorable monsieur; je dirai pourquoi la province de Québec a élu soixante-cinq adversaires de l'ancien gouvernement, et pourquoi les trois provinces centrales de l'Ouest, y compris sa propre province, ont aussi voté contre le Gouvernement. Je ne fais allusion qu'aux deux groupes dont a parlé mon honorable ami. Je n'ai pas la moindre intention de récriminer. L'année dernière, dans la discussion sur l'adresse, je donnai deux raisons pour lesquelles ces deux groupes seraient solidement opposés au gouvernement. Parmi les raisons qui les faisaient agir, je voyais un grief de l'Ouest contre l'Est. Je disais que l'Ouest avait raison de se plaindre de ce que je pourrais appeler l'égoïsme de certaines classes de l'Est, égoïsme dont mon honorable ami (l'honorable sir James Loughheed) et le très honorable monsieur à qui nous souhaitons la bienvenue aujourd'hui, (le très honorable sir George Foster) ont su tirer

L'hon. M. DANDURAND.

avantage en 1911. L'Ouest voulait des débouchés pour ses produits, sir Wilfrid Laurier lui offrit le marché américain. De 1866 à 1911, les deux partis avaient été en faveur de la réciprocité dans l'échange des produits naturels, entre le Canada et les Etats-Unis. Jusqu'à la mort de sir John A. Macdonald, le crédo du parti avait été: "réciprocité pour les produits naturels". Aux élections de 1891, le parti libéral combattait pour la réciprocité complète et sir John A. Macdonald demanda au peuple de s'en tenir aux produits naturels. Ce fut une lutte entre les deux. Nous nous souvenons tous du discours de sir John à Toronto, au club Albany alors qu'il était sur le point de dissoudre la chambre en 1891. Il dit: "Le parti conservateur a fait mettre sur les statuts tous les avantages qui ont été obtenus des Etats-Unis. Depuis le traité de 1866 jusqu'à nos jours, tout traité ou accord entre les Etats-Unis et le Canada, porte la signature des chefs conservateurs. Aujourd'hui nous voulons ouvrir au cultivateur le marché américain pour ses produits naturels, et l'industriel n'en souffrira nullement." Les élections eurent lieu le 5 mars et sir John A. Macdonald et son parti remportèrent la victoire. Il est vrai que M. Blaine, quelques jours avant l'élection, nia avoir offert de discuter la réciprocité pour les produits naturels, toutefois, sir John A. Macdonald fut victorieux et il envoya trois "nez bleus" (néo-écossais)—je ne sais pas si ce terme s'applique aussi aux gens du Nouveau-Brunswick—en tous les cas, il envoya sir John Thompson, sir George Foster et sir Charles Tupper à Washington afin d'essayer d'accomplir la promesse faite aux cultivateurs du Canada, de faire un effort pour ouvrir le marché américain aux produits agricoles canadiens. Ils échouèrent. En 1911, M. Fielding réussit, mais l'Est refusa de donner à l'Ouest le marché des Etats-Unis. Je crois que cet échec poussa les cultivateurs de l'Ouest à exercer une action politique sous leur propre bannière. Ce fut peut-être la cause de leur détermination.

Quant au peuple de Québec, j'ai déjà eu l'occasion de dire qu'il a été généralement un honnête lutteur et un brave dans la défaite, mais il trouve révoltante la loi des élections en temps de guerre. Il fut sous l'impression que les dés avaient été outrageusement pipés. Il n'en voulait pas à ceux qui favorisaient la conscription pour le recrutement des troupes, mais il croyait que la base de toute démocratie doit reposer sur l'inviolabilité des droits civils et